

DISSENSIONS INTERNES AU SEIN DES GROUPES ARMES EN TERRITOIRE DE MASISI ET DE WALIKALE. LE CAS DE NDC, APCLS, ET PARECO

Par N'KANGO MAFUTA Isaac

Diplômé d'études Supérieures en Sciences Politiques et Administratives de l'Université de Kisangani. Tél :
+243 811 655 158 ; +243 998 681 264

Résumé

Notre préoccupation principale ici porte sur la dissension interne au sein des groupes armés en Territoire de Masisi et de Walikale. En analysant sur ce phénomène, notre souci est de dégager les causes de la fragmentation des groupes armés en territoire de Masisi et de Walikale, ainsi que les différentes formes de dissension.

En effet, nos objectifs majeurs étaient de démontrer les causes de la fragmentation de certains groupes armés (NDC, APCLS, PARECO) dans cette partie du pays et leurs physionomies. C'est à partir d'une démarche méthodologique générique accompagnée des techniques d'observation désengagée, d'entretien non structurée et d'analyse documentaire que cette étude a pu être réalisée

Dans le cadre de cette recherche, nous avons abouti au résultat selon lequel les causes de la scission des groupes armés en territoire de Masisi et de Walikale ont été la tourmente politique nationale, combinée à la force de gravité de certains groupes plus importants, peu durables. Et les différentes formes de dissension dans cette zone se sont présentées comme suit :

- A Walikale (dissension au sein de NDC, et en NDC-R
- A Masisi (dissension au sein de PARECO, APACLs

Mots clés : dissension interne, groupe armé

Summary

Our main concern here relates to the internal dissension within the armed groups in the Territory of Masisi and Walikale. By analyzing this phenomenon, our concern is to identify the causes of the fragmentation of armed groups in the territory of Masisi and Walikale, as well as the different forms of dissension.

Indeed, our major objectives were to demonstrate the causes of the fragmentation of certain armed groups (NDC, APCLS, PARECO) in this part of the country and their physiognomies. It is from a generic methodological approach accompanied by the techniques of disengaged observation, unstructured interview and documentary analysis that this study was able to be carried out.

Within the framework of this research, we arrived at the result according to which the causes of the split of the armed groups in the territory of Masisi and Walikale were the national political turmoil, combined with the force of gravity of certain larger groups, not very durable. And the different forms of dissension in this area were as follows:

- In Walikale (dissension within NDC, and in NDC-R
- In Masisi (dissension within PARECO, APACLS

Keywords: internal dissension, armed group

Problématique

La tendance la plus évidente aujourd'hui parmi les groupes armés est la fragmentation. Bien qu'il n'y ait pas eu d'exercices de cartographie similaires dans le passé, selon les estimations congolaises et des Nations Unies, il n'y avait probablement pas plus de vingt groupes armés dans les Kivu en janvier 2008.

Comme d'autres chercheurs l'ont affirmé, plusieurs facteurs ont conduit à la prolifération des groupes armés. Premièrement, le manque de solutions de rechange. Ainsi l'échec ou l'absence des programmes de démobilisation ont provoqué l'éclatement des groupes armés en plusieurs factions et engendré des dilemmes de sécurité au niveau local. Le fait est que la plupart des groupes armés n'ont jamais été très cohésifs. De sorte qu'au fil du temps, l'absence d'une véritable pression militaire, la vaste étendue où ils sont déployés, ainsi que l'échec du gouvernement à offrir à leurs membres des moyens de subsistance alternatifs ont conduit les groupes armés à se scinder en plusieurs factions. Presque tous les groupes existant aujourd'hui, comme Raia Mutomboki étant une exception à cette règle sont en réalité des factions des précédents.

Ces dynamiques ont été aggravées par les développements politiques apportés, aussi ironique que cela puisse paraître, par le processus de paix. L'Accord global et inclusif de 2002, qui a marqué le début d'un gouvernement de transition, ensemble avec une série d'initiatives de démobilisation et réintégration militaire, ont contribué à une fragmentation de la scène politique, qui a à son tour reproduit le même phénomène au sein des groupes armés. Pendant que parlements provinciaux et nationaux étaient créés, les partis politiques de leur côté se multipliaient. Certains de leurs dirigeants ont eu recours à des groupes armés comme moyen pour intimider leurs rivaux et renforcer leur réputation d'hommes forts, transformant

du coup la violence en moyen de pression politique. Ces développements ont conduit à une escalade de la violence du fait que les politiciens comme les communautés locales s'organisaient pour répondre à la violence par la violence, posant un dilemme sécuritaire abondamment alimenté par la course au leadership local.

Au même moment, le processus de paix a forgé une armée hétéroclite constituée d'anciens belligérants. Le gouvernement a utilisé l'armée sur une base clientéliste pour coopter des éléments issus d'anciennes rébellions, mais pour récompenser des officiers loyalistes en leur offrant des postes juteux dans l'est du pays.⁵ Cette approche a poussé régulièrement les officiers mécontents à exprimer leur mécontentement par des défections, souvent soutenues par des politiciens opportunistes, et dont l'objectif principal était de négocier de meilleures positions. Cette dynamique a été à la base de la prolifération des groupes armés.

Cette instrumentalisation de la violence a eu tendance à baisser après les élections de 2011. Le gouvernement avait alors décidé de cesser de négocier en masse avec des groupes armés, posant comme principe que les groupes armés ne soient plus récompensés par des positions et des paiements en espèces. Même si le gouvernement n'a pas toujours respecté son propre principe, Les négociations avec le FRPI et les Mai-Mai Yakutumba sont des exemples. Il semble que l'armée ne sert plus de porte tournante pour l'intégration des rebellions. Pour autant, il est possible que cela aussi renforce la fragmentation, dans la mesure où, en perdant leur autorité comme négociateurs avec le gouvernement, les leaders soient défiés par leurs camarades.

En définitive, il y a lieu de retenir que la persistance des conflits locaux a fourni un terrain fertile à la prolifération et à la mobilisation des groupes armés. Leurs conflits, souvent suscités par des luttes pour la succession ou l'occupation des terres coutumières, ont souvent été politisés par les élites régionales¹.

La tendance la plus évidente aujourd'hui parmi les groupes armés est la fragmentation. Bien qu'il n'y ait pas eu d'exercices de cartographie similaires dans le passé, selon les estimations congolaises et des Nations Unies, il n'y avait probablement pas plus de vingt groupes armés dans les Kivus en janvier 2008.

Beaucoup de groupes armés n'ont jamais été très cohésifs. De sorte qu'au fil du temps, l'absence d'une véritable pression militaire, la vaste étendue où ils sont déployés, ainsi que l'échec du gouvernement à offrir à leurs membres des moyens de subsistance alternatifs ont conduit les groupes armés à se scinder en plusieurs factions. Presque tous les groupes existant aujourd'hui comme les Raia Mutomboki, étant une exception à cette règle sont en réalité des factions des précédents.³

¹ Jason K Stearns et Christophe Vogel, Cartographie des groupes armés dans l'est du Congo, congosearchgroup.org, consulté le 05 Août 2020

Ces dynamiques ont été aggravées par les développements politiques apportés, aussi ironique que cela puisse paraître, par le processus de paix. L'Accord global et inclusif de 2002, qui a marqué le début d'un gouvernement de transition, ensemble avec une série d'initiatives de démobilisation et réintégration militaire, ont contribué à une fragmentation de la scène politique, qui a à son tour reproduit le même phénomène au sein des groupes armés. Pendant que parlements provinciaux et nationaux étaient créés, les partis politiques de leur côté se multipliaient. Certains de leurs dirigeants ont eu recours à des groupes armés comme moyen pour intimider leurs rivaux et renforcer leur réputation d'hommes forts, transformant du coup la violence en moyen de pression politique

Au même moment, le processus de paix a forgé une armée hétéroclite constituée d'anciens belligérants. Le gouvernement a utilisé son armée sur une base clientéliste pour coopter des éléments issus d'anciennes rébellions, mais pour récompenser des officiers loyalistes en leur offrant des postes juteux dans l'est du pays.⁵ Cette approche a poussé régulièrement les officiers mécontents à exprimer leur mécontentement par des défections, souvent soutenues par des politiciens opportunistes, et dont l'objectif principal était de négocier de meilleures positions. Cette dynamique a été à la base de la prolifération des groupes armés.⁶

Cette instrumentalisation de la violence a eu tendance à baisser après les élections de 2011. Le gouvernement avait alors décidé de cesser de négocier en masse avec des groupes armés, posant comme principe que les groupes armés ne soient plus récompensés par des positions et des paiements en espèces. Même si le gouvernement n'a pas toujours respecté son propre principe, les négociations avec le FRPI et les Mai-Mai Yakutumba sont des exemples. Il semble que l'armée ne sert plus de porte tournante pour l'intégration des rebellions. Pour autant, il est possible que cela aussi renforce la fragmentation, dans la mesure où, en perdant leur autorité comme négociateurs avec le gouvernement, les leaders soient défiés par leurs camarades.

En définitive, Il ya lieu de retenir que la persistance des conflits locaux a fourni un terrain fertile à la prolifération et à la mobilisation des groupes armés. Leurs conflits, souvent suscités par des luttes pour la succession où l'occupation des terres coutumières, ont souvent été politisés par les élites régionales².

Au regard de tout ce qui précède, nous pouvons nous permettre de poser des questions pertinentes comme suit :

1°. Quelles sont les causes de la scission des groupes armés dans cette région ?

² Jason K. Stearns et Christoph Vogel, Cartographie des groupes armés dans l'est du Congo, congoresearchgroup.org, consulté le 04 Mai 2020

2°. Comment s'y présentent les différentes scissions des groupes armés ?

La recherche des pistes de réponses à cette problématique, a été l'élément déclencheur des réflexions développées dans cet article. D'où, l'hypothèse ci-dessous :

Hypothèse

L'absence d'une véritable pression militaire, la vaste étendue où ils sont déployés, ainsi que l'échec du gouvernement à offrir à leurs membres des moyens de subsistance alternatifs ont conduit les groupes armés à se scinder en plusieurs factions.

Objectif

Notre objectif assigné à cet article est de démontrer les causes de la scission des groupes armés et les multiples formes y relatives

Intérêt

Cet article constitue un enrichissement intellectuel au point qu'il nous amène à une réflexion sur les rapports de force qui détermineront dans un avenir plus ou moins rapproché cette région qui détiendra le leadership régional

Notre attention s'est focalisée sur des tractations politico-diplomatiques au point de voir occulter les divergences d'intérêts internes et externes qui sous-tendent les conflits armés et leurs implications dans la géopolitique future de cette région.

Méthodologie

Dans le cadre de cette étude, nous avons recouru à la méthode génétique qui cherche à connaître les antécédents dus à l'absence de pression militaire et des programmes de démobilisation. Par conséquent, l'éclatement des groupes armés en plusieurs factions et engendré des dilemmes de sécurité au niveau local.

Cette méthode a été secondée par des techniques telles que l'analyse documentaire, l'observation désengagée ou extérieure et l'interview non structurée.

Subdivision du travail

Outre l'introduction et la conclusion, l'armature de cette étude comprend deux points majeurs relatifs aux causes de la fragmentation des groupes armés ainsi que leurs différentes formes dans cette région.

Section I : Les causes de la fragmentation des groupes armés en territoire de Masisi et de Walikale

Même si la plupart des groupes armés sont basés dans des zones rurales reculées, à plus de 1500 kilomètres de Kinshasa, leurs dirigeants suivent la politique nationale avec grand intérêt et les réseaux sociaux ont multiplié la diffusion d'informations, de tracts et de documents. Il n'est donc pas surprenant que l'agitation politique actuelle entourant le report des élections ait de plus en plus d'incidence sur les dynamiques de conflit.

Les répercussions les plus manifestes ont probablement été subies par le belligérant le plus important de la zone : les FARDC. L'incertitude politique, conjuguée à une crise budgétaire et à une forte inflation, a affecté les versements des salaires et des fonds opérationnels de l'armée, ce qui a sapé le moral des troupes. Alors que des opérations militaires sporadiques ont encore eu lieu, Sukola I et Sukola II ont baissé d'intensité et certaines unités ont été redéployées dans les Kasai pour faire face à des insurrections dans cette région. En outre, toutes les grandes politiques destinées à gérer le conflit, allant du plus récent programme de démobilisation aux négociations avec les groupes armés et à la stabilisation financée par les bailleurs de fonds, ont été suspendues.

Cependant, en raison de la crise à Kinshasa, on ne sait toujours pas dans quelle mesure les acteurs politiques se sont davantage impliqués dans la mobilisation des groupes armés.

L'une des principales caractéristiques du paysage des groupes armés de l'Est du Congo reste son degré élevé de fragmentation : on y dénombre environ 120 groupes, alors qu'ils étaient à peu près 70 il y a deux ans. La plupart d'entre eux sont de petite taille et très localisés, et ils ne sont que quelques-uns à contrôler des zones importantes. Tout en se poursuivant, cette fragmentation évolue de plus en plus sous forme de réseaux, ce qui génère de grandes coalitions instables.

Un bon exemple illustrant cet aspect est la constellation de groupes évoluant autour des FDLR. Alors que les effectifs de cette rébellion rwandaise ont diminué de manière significative, passant d'environ 7000 il y a une dizaine d'années à environ 1000 combattants aujourd'hui, elle représente encore probablement l'un des groupes armés les plus importants au Congo et entretient des alliances avec beaucoup d'autres milices locales.

De surcroît, les opérations des FARDC menées contre des chefs de milices, ajoutées aux querelles internes de ces derniers, contribuent à des permutations constantes parmi les groupes armés dans cette zone.

D'autres groupes armés semblent être organisés en réseau de façon plus symbolique, s'appuyant sur la tradition et les appartenances ethniques pour maintenir des réseaux plus flottants. C'est le cas des Maï-Maï

Il en va aussi de même parmi les diverses factions Maï-Maï Kifuafua au sud des territoires de Walikale et de Masisi.

En résumé, les tentatives récentes de formation de coalitions contrebalancent une fragmentation croissante et continue. En dépit des scissions constantes de groupes armés, la tourmente politique nationale, combinée à la force de gravité de certains groupes plus importants, a contribué à la création de nouveaux réseaux dynamiques mais peu durables.³

SECTION II. Les différentes formes de dissension en territoire de Walikale et de Masisi.

A. Les dissensions en territoire de walikale

1. Dissension au sein de NDC

Fin 2014, Guidon se sépare de Sheka et crée une faction rivale appelée NDC-Rénové (souvent aussi appelée NDCGuidon, Maï-Maï Guidon ou Ndime Ndime dans les médias et par les populations locales) avec d'autres commandants du NDC, en particulier le chef des services de renseignement du mouvement, Gilbert Bwira Chuo, qui devient son adjoint. Guidon commence ensuite à attaquer les positions de Sheka autour de Misau, recevant le soutien d'officiers des FARDC des 802e et 804e régiments, basés respectivement à Pinga et à Walikale-centre. Plusieurs facteurs semblent avoir motivé l'implication de ces officiers de l'armée : ils étaient soupçonnés d'être les partenaires de Guidon dans le commerce de l'or, et étaient énervés par les escarmouches de Sheka avec les FARDC dans la région. Sheka lui-même a probablement déclenché la série d'événements qui ont conduit à sa propre chute en dénigrant publiquement le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, à Binyampuri en avril 2014. Selon plusieurs sources au sein du NDC-R, le gouverneur a ensuite encouragé les FARDC à soutenir Guidon. Selon un commandant du NDC-R :

L'armée ne nous a pas poussé à nous séparer du NDC au début mais après la réunion de Binyampuri, le gouverneur Julien Paluku Kahongya a appelé les dirigeants des FARDC à soutenir Guidon contre Sheka⁴.

³ Jason Stearns et Christoph Vogel, La Topographie Des Groupes Armés Dans l'Est Du Congo. Réseaux fragmentés et politisés, kivusecurity.org, consulté le 15/02/2021

⁴ Groupe d'Etude sur le Congo, Op Cit

Au fur et à mesure de sa croissance, il a élaboré un ensemble de documents de gouvernance, dont un cahier des charges, décrivant son orientation politique sur les questions clés. Nombre de ses revendications officielles sont liées à la « mauvaise gouvernance » de Sheka avant la défection de Guidon. Ce dernier l'a déclaré à un groupe local de défense des droits de l'homme dans un entretien :

Sheka m'a négligé, malgré les bons conseils que je lui ai donnés. D'autres officiers l'ont accusé de beaucoup de choses détournement de fonds, retards de salaire, comportement déviant, mauvaise gestion. Ces mêmes officiers m'ont choisi pour diriger le NDC-R, bien que je n'aie pas assisté à la réunion de Twamakuru, car j'étais à Irumba. Le 30 juillet 2014, ils m'ont nommé commandant du NDC-R. Le NDC-R ne considère pas les FARDC comme un ennemi, ni le gouvernement dans son ensemble. Nous collaborons bien avec les autorités et l'armée, mais ils ne nous fournissent pas de matériel. Notre objectif final est de rejoindre les FARDC tout en tenant compte de nos revendications.

2. Dissension au sein de NDC-R

Le mouvement politico-militaire Nduma Defence of Congo Rénové (NDC-R), milice très active au Nord-Kivu, connaît un nouveau feuillet de crise de leadership.

Cité pourtant depuis de nombreux mois dans l'instabilité des territoires de Rutshuru, Walikale, Lubero, etc. pour de nombreuses violations des droits humains, le groupe rebelle vient de désavouer son propre chef qu'il accuse d'avoir "dévier ses idéaux".

Dans un communiqué qu'il a rendu public ce mercredi 8 juillet 2020, le NDC/Rénové annonce la destitution de monsieur Shimiray Mwisu Guidon du poste de commandement de ce mouvement et désigne Bwira Gilbert à sa succession.

Il reproche notamment au premier "un comportement de déviation à l'endroit des idéaux du mouvement, lesquels idéaux donnent un sens à leur lutte contre les FDLR", mais aussi "des violations graves du droit international humanitaire et droits humains, lesquelles violations lui ont coûté des sanctions du conseil de sécurité" depuis 2018.

Cependant, la décision a aussitôt créé une dissension interne au sein de la rébellion.

Des détonations d'armes ont d'ailleurs été entendues à Pinga, en territoire de Walikale où les miliciens très proches du chef rebelle désavoué n'entendent pas de cette oreille la destitution de monsieur Guidon.

Les forces vives où le NDC/Rénové est actif redoutent les conséquences et appellent l'armée à prendre des dispositions nécessaires pour protéger les populations.

La rébellion du NDC/Rénové est auteure de nombreux morts et des enlèvements dans plusieurs territoires du Nord-Kivu.

En dépit de l'appel pressant des autorités congolaises, le mouvement n'a jamais accepté de se rendre exigeant toujours au gouvernement d'accéder à leur cahier de charge.

Lorsque Guidon s'est séparé de Sheka, un certain nombre d'officiers des FARDC basés à Walikale ont soutenu la création du NDC-R, tout comme des officiers des FARDC ont contribué à susciter une dissidence au sein de l'APCLS par la suite.

Certains officiers des FARDC, qui avaient joué un rôle essentiel dans la création du NDC, ont, de manière similaire, contribué à sa scission.

Désabusé par Sheka, Guidon a demandé conseil aux commandants locaux FARDC, notamment à des colonels nyanga, tembo et hunde comme César Nkoyo, Dodet Kamanda, Damiano Mbaenda et Akilimali Shemondo⁶⁰. Les relations entre Guidon et les FARDC, qui étaient discrètes jusque-là, sont alors devenues « plus concrètes » selon un dirigeant du NDC-R. Un ancien agent de renseignement basé à Walikale explique comment les FARDC ont l'habitude d'opérer dans de telles situations :

Les FARDC considèrent ces situations comme des opportunités commerciales, utilisant les stocks de l'armée comme capital. Walikale est considéré comme une « zone opérationnelle », mais il n'y a jamais d'opérations contre des groupes armés

A. Dissension des groupes armés en territoire de Masisi

1. Dissension au sein de Pareco

L'aile politique de la PARECO était moins stable et connut de nombreux remaniements la première année. Sa première porte-parole fut Sophie Bwiza Bitegetsimana, fille d'un important leader Hutu de Masisi, qui avait rencontré Mithondeke et Mayanga à Kinshasa en 2006. Cependant, ayant été imposée par l'aile de Lafontaine, elle fut rejetée par les commandants Hutu, qui lui préférèrent Sendugu Museveni, un instituteur Hutu assez peu connu.

Des divisions d'ordre ethnique apparurent rapidement dans l'aile militaire, les dissensions internes se reflétant sur le plan géographique. Le quartier général de la PARECO fut au départ établi dans le sud de Masisi mais, au bout de six mois, le groupe répartit le commandement entre le Quartier général A à Kasiki (territoire de Lubero) et le Quartier général B à Katoyi (Masisi). Début 2008, un autre QG avait été

implanté à Kasopo (Masisi) pour répondre aux demandes des officiers Hunde. Des officiers des différents groupes ethniques furent déployés.

La cohésion fragile du groupe se reflète dans les différentes manières dont ses membres décrivent son organigramme. En effet, quatre leaders de la PARECO interrogés ont chacun donné une description différente de la structure de commandement en place sur cette période.

Cependant, d'anciens leaders du RCD proches du gouverneur Serufuli tentèrent aussi d'assimiler Mugabo dans l'espoir d'endiguer l'influence croissante du CNDP. Même avant la création de la PARECO, des agents comme Robert Seninga et Emmanuel Munyamariba distribuaient des armes et prenaient contact avec d'anciens soldats Hutu à Masisi qui avaient été démobilisés lors de la transition.⁵⁶ Ils entretenaient des relations complexes avec Mugabo: ils avaient en effet été dans des camps opposés pendant la guerre de 1998-2003, même s'ils avaient combattu ensemble lors des guerres de Masisi de 1993.

En fin de compte, ce furent les fortes élites Hutu de Goma qui l'emportèrent. «*Nous avons tourné la page*», a déclaré Bigembe, un chef Hutu local qui avait été un farouche opposant de Serufuli. «*Nous nous sommes rabattus sur le souvenir de la lutte Hutu des années 1990, pendant laquelle nous tous—Seninga, Mayanga, Mugabo et moi-même—nous étions battus.*»²⁵ Des combattants de la communauté Hunde confirment cette chronologie des événements. Un ancien colonel de la PARECO a mis en cause les «*élites Hutu*» qui, d'après lui, «*ont fait de cela une affaire ethnique*».²⁶ D'après un ancien associé proche du gouverneur Serufuli, «*Mugabo était faible avant que les leaders Hutu à Goma, notamment Seninga, se mettent à l'appuyer*». Seninga réfute ces allégations, même s'il reconnaît avoir soutenu le groupe sur un plan moral, «*comme le faisaient tous les leaders Hutu dans la région*».

Et les recrues ne manquaient pas. En tout, 102 000 soldats avaient été démobilisés entre 2005 et 2008 dans le cadre du processus de paix, avaient perçu une solde de démobilisation et étaient rentrés dans leur village d'origine pour être réintégrés. À la fin de cette démarche, cependant, seuls quelque 60 % de ces jeunes—surnommés «*démobs*»—bénéficièrent d'un programme complet d'avantages pour soutenir leur intégration, et même ceux qui en profitèrent eurent souvent du mal à joindre les deux bouts.⁷ Un échantillon de 165 soldats de la PARECO démobilisés en 2008 indique que plus d'un tiers d'entre eux avaient été militaires au sein d'autres groupes avant de rejoindre la PARECO.⁸

⁷ Présentation de la MONUSCO par la division «Démobilisation» à Goma, août 2011.

⁸ Jason Stearns, PARECO. Questions foncières, hommes forts locaux, et politique de milice au Nord-Kivu, www.creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0, consulté le 15/02/2021

2. Dissension au sein d'APCLS

Tout comme des officiers des FARDC ont contribué à susciter une dissidence au sein de l'APCLS par la suite.

Enfin, malgré sa relative cohésion, l'APCLS vient de connaître une première scission, rendue publique début septembre 2013 : une faction, dirigée par un certain colonel Mirimo, rejette le commandement de Janvier Karairi, lui reprochant des « propos incendiaires » envers la brigade d'intervention de la MONUSCO. Apparemment déployée dans la partie du territoire de Masisi proche du lac Kivu, elle a choisi de s'appeler Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain/Bord du lac (APCLS/BL) et déclare soutenir la MONUSCO dans sa lutte contre le M23 et les FDLR⁹.

À la mi-2018, Mapenzi a fait défection avec Buuma Poyo, le chef de la police de l'APCLS et beau-frère de Janvier. Bien que cette agitation soit en partie due à des conflits internes - similaires à la scission du NDC en 2014 – des politiciens ont joué un rôle essentiel. Certaines élites, dont Feller Lutaichirwa, vice-gouverneur du Nord-Kivu de 2007 à 2019, Marie Shematsi, ministre provinciale de 2013 à 2018, et des hommes d'affaires locaux, ont contribué à provoquer la scission en alimentant la discorde interne.

Contactés par le GEC, Lutaichirwa et Shematsi ont rejeté ces allégations. Entre-temps, les officiers des FARDC ont saisi l'occasion d'affaiblir Janvier, un adversaire de longue date, en soutenant Mapenzi.

Au départ, Mapenzi a établi sa base près de Lwibo, au nord des principales positions de l'APCLS. Plus tard, Mapenzi et Poyo ont rencontré Guidon à Mutongo, non loin de Lwibo. Plusieurs chefs locaux avaient précédemment approché Guidon pour lui demander de soutenir la campagne de Mapenzi contre les FDLR.

CONCLUSION

Au terme de notre analyse sur la dissension au sein des groupes armés en territoire de Walikale et de Masisi, notre objectif a été de démontrer les causes de la scission des groupes armés et les multiples formes y relatives.

La méthode génétique a servi de cadre d'explication.

Les résultats de notre étude ont démontré que les causes de la scission des groupes armés ont été entre autres la tourmente politique nationale, combinée à la force de gravité de certains groupes plus importants a contribué à la création de nouveaux réseaux dynamiques mais peu durables. Et les différentes formes de dissension dans cette zone se sont présentées de la manière suivante :

⁹ Georges Berghezan, Rapport du GRIP, Groupes armés actifs en République Démocratique du Congo, situation dans le « Grand Kivu » au 2^{ème} semestre 2013, www.grip.org, consulté le 18 juillet 2020

- A Walikale (dissension au sein de NDC, NDC-R) ;
- A Masisi (dissension au sein de Pareco, APCLS)

Avec la présente étude, les décideurs nationaux et internationaux sont plus informés sur l’aventure guerrière axée sur la dissension des groupes armés à partir de leurs intérêts privés. Pourtant un pays qui se veut démocratique et responsable comme la RDC, et à partir de ces multiples réformes de l’armée devrait traquer définitivement ces hors la loi.

BIBLIOGRAPHIE

- Georges Berghezan, Rapport du GRIP, Groupes armés actifs en République Démocratique du Congo, situation dans le « Grand Kivu » au 2^{ème} semestre 2013, www.grip.org , consulté le 18 juillet 2020
- Jason K Stearns et Christophe Vogel, Cartographie des groupes armés dans l’est du Congo, congosearchgroup.org, consulté le 05 Août 2020
- Jason Stearns ,PARECO. Questions foncières, hommes forts locaux, et politique de milice au Nord-Kivu,www.creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0, consulté le 15/02/2021
- Jason Stearns et Christoph Vogel, La Topographie Des Groupes Armés Dans l’Est Du Congo. Réseaux fragmentés et politisés, kivusecurity.org, consulté le 15/02/2021
- Présentation de la MONUSCO par la division «Démobilisation» à Goma, août 2011.